



Avec ce numéro commence une nouvelle formule d' UNEF-Inform

Le développement de la bataille revendicative, notamment en médecine, et les CFPM ont fait ressentir la nécessité d'une coordination des luttes, encore plus étroite.

En même temps, l'accroissement de son audience, des ses responsabilités, pose à notre organisation de nouveaux problèmes.

C'est dans ce cadre que se fait sentir la nécessité d'un B.I. plus complet plus régulier. Ce bulletin doit être à la fois un support de l'action, permettre une meilleure coordination, donner de meilleures perspectives à la bataille.

Il doit aussi aider à la réflexion collective de l'organisation sur les problèmes de son activité, de son fonctionnement. Il doit être un élément de lien entre le BN, les AG et les CA, un lieu de discussion, d'échanges d'expérience entre toutes les structures de l'organisation.

#### LE SOMMAIRE

Ce premier numéro essaie de répondre à ces objectifs. Il contient une série d'articles groupés en différentes rubriques, que l'on retrouvera de manière permanente, dans chaque bulletin :

1) Les axes de luttes : Cette rubrique donnera, chaque fois, semaine après semaine, l'état de développement des actions, les orientations de notre activité.

2) Matériel et Communiqués de Presse : contiendra un dossier de presse sur l'activité et l'apparition nationale de l'UNEF; ainsi que les tracts et matériel nationaux.

3) Dossier U : il fournira, sur un point précis de l'activité, les éléments nécessaires à la réflexion et à l'action.

4) Dossier Organisation : cette rubrique portera sur les grandes questions qui sont posées à notre organisation, dans son développement, pour mieux assurer la bataille revendicative (adhésion, E.F., directions).

5) Les Offices : traitera du développement de notre activité dans des secteurs particuliers (EPS, Droit, Archi.)

A chaque rubrique, correspondra une couleur de papier, l'ensemble étant regroupé dans une chemise cartonnée. La périodicité sera hebdomadaire.

#### L'UTILISATION

Il est évident que ce premier numéro ne peut constituer la forme définitive du B.I. Cette forme sera à trouver dans la discussion et le développement de l'activité.

En même temps, il nous faut revoir son utilisation. Trop souvent, le bulletin envoyé uniquement aux coordinateurs de ville, et ce, pour des raisons financières, n'est pas réparti dans les CA. Surtout, il ne sert pas réellement de base au travail et à la discussion de nos directions.

Ce bulletin doit être largement diffusé et discuté dans nos CA.

En même temps, il ne peut être le bulletin du Bureau National : UNEF-Inform doit être l'organe de liaison de toute notre organisation; C'est pourquoi, il ne peut être rédigé uniquement par le BN. Dans chaque rubrique, une large place doit être faite aux articles, lettres des différentes villes et CA.

Cet apport indispensable doit permettre le plus large échange de réflexion, d'expériences de lutte.

Cela veut dire qu'il est de la responsabilité de tous les CA de contribuer à la rédaction de ce bulletin.

VILLE :

C.A. ou A.G. :

NOMBRE D'ADHERENTS :

ADRESSE OU ENVOYER

L'UNEF-Inform :

RETOURNER A : Philippe MEHAUT  
UNEF  
11, rue du Caire  
Paris 2e

---

A REMPLIR PAR LA DIRECTION DE VILLE

VILLE :

NOMBRE DE CA :

NOMBRE d'UNEF-Inform  
demandés :

ADRESSE DE L'AG ou  
du COORDINATEUR :

RETOURNER A : Philippe MEHAUT  
UNEF  
11, rue du Caire  
Paris 2e

## LA GRAVITE DES ATTAQUES DU POUVOIR

### ET LA COHERENCE DE SA POLITIQUE UNIVERSITAIRE

Si la dernière année universitaire avait vu s'affirmer les options gouvernementales en matière universitaire, nous sommes aujourd'hui dans la période d'application de cette politique. L'acuité des luttes actuelles nécessite pour notre organisation syndicale une connaissance claire des objectifs poursuivis par le pouvoir.

#### RAPPEL DES OPTIONS DU VIÈME PLAN EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

La politique universitaire du pouvoir, telle qu'elle est définie dans le plan, a pour principal objectif d'assurer une meilleure rentabilité de l'enseignement supérieur, pour les besoins de main d'oeuvre du patronat et du gouvernement. Une telle politique devrait "se traduire par une réduction de l'effectif total d'étudiants" (rapport de la Commission Education du VIème plan).

Le pouvoir cherche à orienter sa politique d'éducation afin d'assurer le succès de sa politique d'industrialisation.

"La période du VIème plan sera consacrée à la modernisation du système d'enseignement, dont la loi d'orientation s'est bornée à tracer le cadre.

Cette modernisation passe avant tout par une profonde révision des contenus de formation, par un raccourcissement de la durée moyenne des études initiales, ... par une remise en ordre des filières de formation.

Pour les prochaines années, la tendance est en effet, au plafonnement, parfois même à la réduction des débouchés traditionnels des enseignements universitaires vers les carrières de l'enseignement et de la recherche, certaines professions libérales, les emplois dans la fonction publique.

Accroître la place réservée aux filières courtes, et plus généralement renverser la tendance à l'allongement de la durée des études".

#### DES APPLICATIONS CONCRETES.

##### 1) réforme du service national (loi du 3 juillet 1970)

L'âge d'appel sous les drapeaux est 19 ans ; cependant, il est possible de devancer l'appel pour partir à 18 ans, ou de le repousser à 21 ans. Les sursis sont supprimés. Ces mesures vont instaurer une coupure pour la grande majorité des étudiants, soit après le bac, soit pendant les études du premier cycle. Cette suppression des sursis (sauf pour médecine, pharma, dentaire) vise à inciter un nombre important d'étudiants à s'orienter directement vers le vie active, sans qualification. Elle va donc permettre de vider les facultés d'un fort pourcentage d'étudiants.

##### 2) numerus clausus en médecine

Après un an d'études, c'est 2/3 des étudiants qui sont évincés.

##### 3) CFPM

- en lettres, 5/6 des étudiants ne pourront avoir de débouchés dans l'enseignement

- en sciences, 3/4 des étudiants ne le pourront pas.

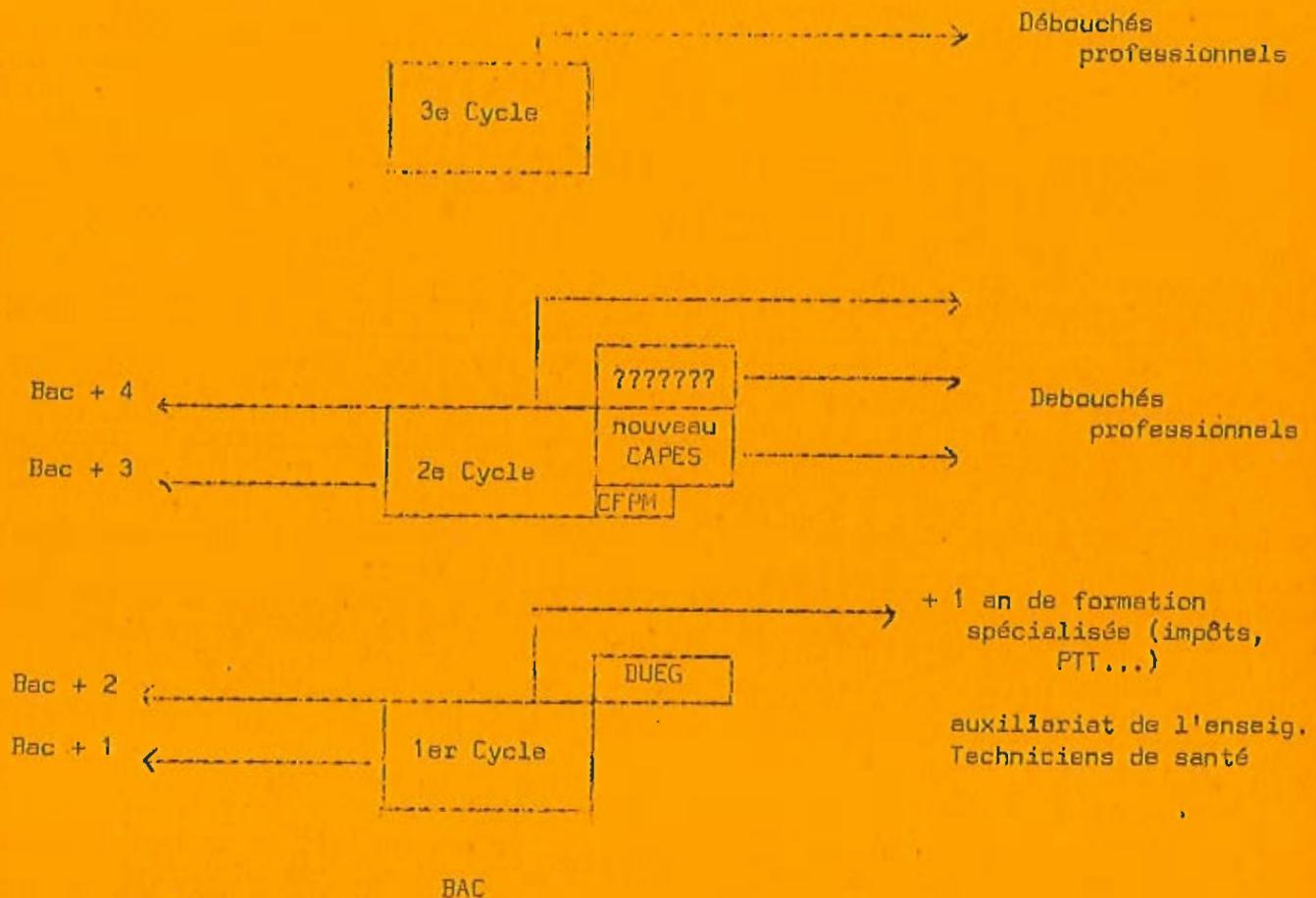
Annexe : il ressort de deux enquêtes

- d'une part, que la sélection sociale s'aggrave d'année en année, à l'Université (on estime à 12 % le pourcentage de fils d'ouvriers en 1ère année, il décroît régulièrement ensuite)

- d'autre part, que les enfants issus des couches défavorisées, se se destinent dans leur presque majorité (45 % des fils d'agriculteurs, 48 % des fils d'ouvriers) aux carrières de l'enseignement. La limitation des débouchés dans ce domaine, et les difficultés d'accès au second cycle vont donc toucher en premier lieu ces couches.

4) réformes des diplômes et des filières.

Ces réformes sont encore tenues secrètes par le ministère. On peut penser qu'elle prendrait cette forme :



Les aspects les plus avancés des projets gouvernementaux concernent la formation à Bac + 2. Seraient envisagées la suppression des DUEL, DUES, DUEJ et l'instauration d'un diplôme universitaire d'études générales, qui mentionnerait les différentes options : Lettres classiques, Chimie, Médecine ETC... Ce DUEG deviendrait un grade universitaire, ce qui étend à confirmer l'importance que le ministère veut accorder à cette formation en 2 ans. Sous prétexte de formation permanente ( que le ministère veut développer, en la concevant comme moyen pour l'économie d'épouser au mieux son développement), le pouvoir veut instaurer "la dérivation d'un flux plus important d'étudiants vers les filières courtes" (rapport Commission Education). Les débouchés à l'issue de ces études (Bac + 2) seraient constitués principalement par les emplois d'auxiliaires (comme les MA des lycées ou les professions nouvelles type : techniciens de santé). En fait, le chômage menace ces étudiants puisque les services gouvernementaux avouent dans le rapport de la Commission Education " Au niveau Bac + 2, et SANS QUE L'ON PUISSE TROUVER DES CERTITUDES DANS LES ETUDES PREVISIONNELLES DE BESOINS EN QUALIFICATIONS, ces derniers paraissent

APPELER un flux de formation...". L'accès aux niveaux supérieurs serait limité à une minorité d'étudiants, d'autant plus que la mise en place de stages d'orientation, que préconisait la Loi Faure, est envisagée. A la suite de ces "stages", un conseil donnerait à l'étudiant un avis indicatif, et ensuite, en cas d'échec, le deuxième avis serait impératif.

#### LA POURSUITE DE LA POLITIQUE DE RESTRICTION BUDGETAIRE

Une cause importante d'abandon des études chez les étudiants, est aujourd'hui, les mauvaises conditions de vie et d'études. Ces causes vont encore s'aggraver étant donné les situations budgétaires catastrophiques que connaissent de nombreuses universités. De même, la diminution du nombre et du taux des bourses, le refus d'instaurer l'allocation d'études, touchent particulièrement les étudiants les plus défavorisés et les poussent à l'abandon.

Un prochain UNEF-Form reviendra sur ces questions et en particulierement sur les modifications prévues concernant le contenu de l'enseignement; on peut affirmer que la défiguration de l'université qu'effectue actuellement le pouvoir est contraire aux intérêts des étudiants

- exclusion d'une majorité des étudiants après 1 ou 2 ans d'étude
- adaptation étroite, formation spécialisée dès le début des études qui aboutiront à un nivellement par le bas des connaissances, à une déqualification

#### FACE A CETTE POLITIQUE, COMMENT LUTTER ?

Les mesures de Guichard, le mécontentement des étudiants nous imposent de faire face à chaque aspect de la politique universitaire du pouvoir. Mais, chaque acquis dans l'action du plus "minime" au plus "important", un TD dédoublé, l'octroi de crédits supplémentaires (comme les 20 Millions de Lille Sciences Eco), le rejet d'une mesure de Guichard ou l'obtention de l'allocation d'études constituent une gêne importante pour Guichard dans l'application de sa politique. En aucun cas, donc, nous ne jouerons notre rôle de syndicaliste en négligeant l'un des aspects des luttes revendicatives, e, abandonnant les étudiants à leur sort sur quelque problème que ce soit.

Par ailleurs, il va de soi qu'apparaît nettement devant cette politique cohérente la nécessité d'une organisation syndicale nationale et permanente, à l'écoute des étudiants et orientent leur action pour le succès des revendications. Plus que jamais, contre l'université défigurée que Guichard installe, il nous faudra être plus nombreux à défendre notre présent et notre avenir, plus nombreux à être non seulement AVEC l'UNEF, mais aussi DANS l'UNEF.

U. N. E. F.

11, rue du Caire

75 - P A R I S - 2e

Paris, le 7 février 1972

C O N F E R E N C E   D E   P R E S S E

-----

Présentée par O. MAYER

Vice Président de l'UNEF.

Pour les étudiants, pour l'Université, cette année est marquée par une aggravation sans précédent de la situation. Notre ministre est pressé. Il accélère le processus défini par le VI<sup>e</sup> Plan pour l'Enseignement supérieur. Ses dernières mesures, le budget, son attitude face aux revendications étudiantes le prouvent. Il veut aller très vite dans son adaptation de l'Université aux besoins immédiats de la grande industrie ; adaptation essentiellement rétrograde, contraire aux intérêts des étudiants, contraire aux aspirations et aux besoins de la grande masse de la population.

La pénurie reste la règle ; elle devient risque d'asphyxie pour nombre d'Universités. Aujourd'hui ne se comptent plus les Universités qui sont, faute de crédits, sur le point de fermer leurs portes, d'amputer leurs enseignements de Lille à Toulouse, à Orsay, à la Sorbonne, à Vincennes Villetaneuse et Créteil, à Amiens, à Limoges, ce sont des milliers d'étudiants sur qui repose la menace d'une élimination faute des crédits suffisants. Il n'y a pas une seule université en France dont le budget corresponde aux besoins minima déterminés par les Conseils. Comment alors s'étonner de ce que le CNESR et divers Conseils d'Université et d'U.E.R. aient refusé le budget alloué. Mais ce qui nous étonnera plus, c'est que Guichard, malgré cela ne fasse rien. Qu'il faille que l'UNEF organise une grève de 15 jours et une manifestation de 2 000 étudiants de Lille pour que le pouvoir cède enfin les 20 Millions nécessaires à la réouverture d'une U.E.R. de Sciences-Eco voilà l'étonnant. C'est que le ministère (ministre), le pouvoir veulent à tout prix freiner le développement de l'Enseignement Supérieur, empêcher la démocratisation de l'Université ; pour cela empêcher l'Université de fonctionner, éliminer des milliers d'étudiants. O' autant que ceux-ci éprouvent des difficultés de plus en plus grandes pour trouver les moyens de vivre. Les études sont de plus en plus chères, les sacrifices exigés pour les familles d'étudiants de plus en plus insupportables, Le nombre des étudiants salariés s'est encore élevé. Il doit, cette année, dépasser 50 %. Le système des bourses est périmé, anachronique. Des étudiants qui pourraient en bénéficier sont contraints de les refuser : leur taux étant insuffisant, ils "préfèrent" choisir un travail salarié. Ainsi la dégradation des conditions d'études et de vie est telle que ce sont des milliers d'étudiants qui abandonnent leurs études, découragés, éprouvés par le cumul du travail salarié et du travail universitaire dans des conditions déplorables, sans perspectives de débouchés valables. Quel avenir pour eux ? Après des années d'études, c'est le travail sous qualifié, dans l'administration ou le commerce, c'est le chômage pour beaucoup. Le pouvoir prend là de graves responsabilités vis-à-vis de l'avenir des étudiants et du pays.

Mais le ministre ne s'en contente pas. Il faut encore éliminer plus d'étudiants dans ce pays qui manque de cadres, de chercheurs, d'ingénieurs, d'enseignants, de médecins, de techniciens de haut niveau. Et Guichard prend pour cela des mesures nouvelles.

Il instaure le numerus clausus en médecine, 2/3 des étudiants ne pourront passer en 2<sup>ème</sup> année. Quel avenir pour eux, quel avenir pour la santé ?

Il instaure un numerus clausus en psychologie au bout de 4 années d'études et portant l'obtention du diplôme 6 ans après le bac.

.../...

L'UNEF a montré de plus sa capacité à intervenir sur toutes les préoccupations des étudiants et notamment à renforcer l'action de solidarité des étudiants avec les peuples d'Indochine et les étudiants de Saïgon, plus de 3 000 étudiants dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, un million d'anciens francs collectés pour les étudiants de Saïgon, plusieurs milliers d'étudiants réunis dans divers meetings en province tel est le bilan de la semaine d'action qui s'est tenue du 27 novembre au 3 décembre. Elle a montré la place que tenait l'UNEF dans l'action de solidarité internationale, la place qu'elle joue dans le mouvement international des étudiants avec la présence durant cette semaine d'action de l'UIE et de plus de 25 organisations nationales d'étudiants.

Le renforcement de l'UNEF est un facteur décisif du renouveau des rapports et de l'action commune des étudiants, lycéens et travailleurs. La rencontre UNEF - UNCAL - CGT à Renault avec la participation de Georges Seguy en a marqué une étape importante. Son caractère concret, lié aux luttes de toute la jeunesse pour ses revendications et son avenir, en même temps que sa valeur de symbole n'ont échappé à aucun observateur. De telles rencontres ont eu lieu ou auront lieu ce mois-ci dans d'autres villes universitaires. En même temps, la manifestation de mai à Paris marquera une étape importante des luttes de toute la jeunesse. Ceci n'est pas pour plaire aux nostalgiques de la division et notamment à l'AJS.

En tentant de provoquer un incident lors du débat de Billancourt, ces individus ont voulu limiter la portée de l'événement. C'est ce qu'ils tentent de faire à chaque fois que l'UNEF concrétise un pas en avant du mouvement syndical des étudiants. Ainsi au Comité Exécutif de l'UIE, ils ont gratuitement frappé les délégués jordanien, cubain, et chilien, avant de se faire expulser de la salle par une motion unanime des organisations de l'UIE. Quand on n'a plus que ces méthodes pour porter des coups à l'UNEF et aux étudiants, c'est qu'on est ce qu'est aujourd'hui l'AJS, un groupuscule sectaire, coupé des masses et qui mène un combat d'arrière garde contre la réalité elle-même.

Enfin l'UNEF a démontré sa représentativité lors des élections universitaires. Celles-ci se sont déroulées dans un climat tout à fait particulier. Ce ne sont pas les gauchistes qui ont tenté de boycotter. C'est le pouvoir. Personne n'en a parlé. Aucune déclaration officielle au cours de la campagne. Rien des organisations réactionnaires ou corporatistes. Rien des gauchistes. L'UNEF a porté tout le poids de la campagne. Et malgré cela des dizaines de milliers d'étudiants se sont prononcés pour les listes UNEF lors de ces élections clandestines. Le pourcentage des votants n'a pas baissé. Il s'est même, dans certaines Universités, considérablement accru. L'UNEF progresse généralement en voix et en pourcentage, en nombre d'élus. Elle conquiert de nouvelles positions dans de multiples Conseils d'Université. A Nice l'UNEF passe de 1 630 voix à 2 500, à Sceaux de 50 à 430, à Rennes de 600 à 1 200, à Toulouse de 1 900 à 2 300, à Strasbourg médecine de 400 à 800 voix. L'UNEF confirme ainsi qu'elle est la seule organisation nationale représentative. Echec cuisant pour le CLERU, le MARC, l'UNI qui perd la majorité au Conseil de P 4 au profit de l'UNEF qui arrive en tête des élections dans toutes les U.E.R. sauf 1. Echec cuisant de la FNEF qui, malgré ses prétentions à se présenter partout, n'a pu, en fait être présente que dans quelques U.E.R. Echec cuisant de l'ACES qui, pour la première fois, est battue par l'UNEF à P. 6 et P. 7. Ainsi l'UNEF est partie renforcée de la bataille des élections. Elle est la seule force qui existe à l'Université. Malgré le pouvoir, les gauchistes et les corporatistes et autres réactionnaires, l'acquis de la cogestion ne sera pas mis en cause. Les élus UNEF plus nombreux encore et encore plus représentatifs seront des points d'appuis plus solides pour les revendications étudiantes.

.../...

Il menace par son projet de CPM des dizaines de milliers d'étudiants en lettres et en sciences, en limitant à 9 000 le nombre des maîtres recrutés par an (11 000 au Vie Plan, 20 000 selon les syndicats).

En supprimant les IPES, il recule d'un an le pré salaire accordé aux élèves maîtres.

Il refuse d'accorder aux maîtres une formation théorique et pédagogique de haut niveau.

Il instaure une priorité aux critères subjectifs pour le recrutement des élèves maîtres.

Il revient sur la cession, acquise démocratiquement de mai-juin 1968, d'une partie de la garantie quant aux moyens accordés, au nombre de centres, au montant du pré salaire, à la création de nouvelles filières de formation, autant d'aspects, et j'en passe, qui font de ce projet un projet contre les étudiants, contre l'enseignement, comme le disent les syndicats d'enseignants le SNE-Sup et le SNE-S notamment, Guichard veut faire des universités de lettres et de sciences des "coquilles vides".

Et c'est alors qu'intervient en plus la suppression des suris militaires. Pour tous les lycéens passant le bac 72, la perspective immédiate, c'est le départ pour l'armée. Combien, après un an de service, reprendront leurs études ?

Vous voyez que de graves dangers menacent les étudiants et l'Université. Le mécontentement est grand, profond, durable. On se demande même si le gouvernement ne cherche pas, par l'accumulation de telles mesures, l'exploitation de colère, le feu de paille sans lendemain, qui lui permettrait de souffler un peu. Mais qu'il prenne garde, aujourd'hui il y a l'UNEF, une UNEF renforcée, une UNEF responsable et combative, représentant la responsabilité et la combativité des étudiants. Une UNEF prête dès aujourd'hui à prendre toutes ses responsabilités pour empêcher les mauvais coups du pouvoir.

L'UNEF s'est considérablement renforcée. Elle est devenue un fait reconnu. Son existence, malgré quelques combats d'arrière garde, ne sera plus remise en cause.

Elle a prouvé ses capacités d'analyser, d'organiser, de diriger des luttes de masse.

Par elle, avec elle, des acquis nombreux et importants pour les étudiants de nos universités, des centres de poly, des bourses, des professeurs et des locaux : 20 millions à Lille, un immeuble pour les beaux arts, des bourses à R. Nord, le centre de poly à Assas etc...

Elle a prouvé sa capacité à animer des luttes, d'ampleur nationale comme en médecine, une grève d'un mois dans les CHU parisiens, des manifestations de plusieurs milliers d'étudiants, des grèves, manifestations des actions diverses regroupant plus de 10 000 étudiants de province. Aujourd'hui, après les vacances et la période des parties, la lutte va reprendre. L'UNEF fera signer à tous les étudiants en médecine une lettre ouverte à Guichard pour appuyer la demande formulée par l'UNEF et les étudiants de médecine de négociation. Le ministre a été contraint à un premier recul en recevant une délégation du Bureau National le 1er mars.

Un an s'est bientôt écoulé depuis que l'UNEF par son 59e Congrès s'est donné, avec le renouveau syndical, le moyen de devenir l'organisation de type syndical dont les étudiants ont besoin.

Comme nous venons de le voir l'UNEF occupe aujourd'hui une place grandissante à l'Université, dans les luttes, les élections universitaires ou quant à l'orientation générale du mouvement des étudiants. C'est pourquoi la préparation et la tenue du Congrès de l'UNEF revêtira cette année une ampleur nouvelle.

x x x x x x  
x x x x x x  
x x x x x

Le 60e Congrès de l'UNEF est convoqué du 21 au 24 mars 1972 à Paris. Il aura pour tâche de :

- = Dresser le bilan d'une année d'action où les conditions de la lutte revendicative se sont développées par le mécontentement qui gagne des catégories nouvelles d'étudiants, et où le pouvoir, par le refus de tenir compte de nos revendications impose aux étudiants de développer des luttes de grande ampleur ;
- = Analyser les conditions de la lutte aujourd'hui ;
- = Dresser les orientations revendicatives qui intéressent la grande masse des étudiants afin d'organiser les luttes des mois à venir.

x x x x x x  
x x x x x x  
x x x x x

Dès sa conception, sa préparation comme son déroulement, le 60e Congrès rompra avec des traditions héritées du passé.

*Dès sa conception* puisque le trait dominant c'est la réflexion et l'analyse afin de terminer le Congrès avec des propositions précises quant à l'avenir de l'Université telle qu'elle doit être pour correspondre aux besoins du pays comme aux revendications des étudiants.

*Dans sa préparation* puisque dans les jours qui viennent deux textes seront soumis à la discussion. Ils serviront de base de réflexion et d'action pour l'ensemble de nos adhérents à qui nous donnerons par les 700 Comités de Base, par les Congrès de nos C.A., par les Congrès de nos 43 associations générales de Province et de nos C.A. parisiens, les moyens de participer à ce Congrès.

*Dans sa préparation* encore puisque, en tenant compte de l'état actuel de notre organisation, près de 1 200 délégués seront élus pour représenter les C.A. et A.G.E. au Congrès.

C'est là encore le moyen de donner à toute notre organisation les moyens nécessaires à sa vie démocratique.

.../....

*Dans sa tenue* puisque le Congrès sera l'occasion d'un large développement de l'action, en particulier avec les jeunes travailleurs et les lycéens, sur nos revendications communes, qu'il sera l'occasion, par diverses initiatives, de grandes manifestations d'art et de culture, en particulier le 21 mars au soir dans le grand amphi de la rue d'Assas sous le thème de la Paix et de la Liberté avec la participation de nombreux artistes et ouverte à tous.

Aussi, vous le voyez, le 60e Congrès s'annonce déjà comme un grand événement.

Qui pourrait donc aujourd'hui, après un an du renouveau, prétendre que l'UNEF n'existe plus, qu'elle n'est pas composante essentielle de la situation universitaire.

Guichard lui-même est contraint de le reconnaître puisqu'il recevra l'UNEF le 1<sup>er</sup> mars. De cette rencontre, les étudiants en attendront les réponses du ministre à leurs inquiétudes et leurs revendications. Nous poserons donc les questions qu'ils se posent et qui recoupent les axes définis au dernier Collectif National de l'UNEF.

- = *Rejet du projet des C.F.P.M. ;*
- = *Abrogation du numerus clausus ;*
- = *Rétablissement des sursis ;*
- = *Allocation d'étude ;*
- = *Résorption par un collectif budgétaire de la pénurie... etc.*

L'UNEF sera présentée sur tous ces terrains de lutte. Elle apparaîtra également le 26 février pour la défense de l'Université, les 12 et 13 février pour la solidarité avec les peuples d'Indochine, lors de la conférence mondiale pour la paix. Enfin elle animera la bataille pour le Renouveau de la M.N.E.F.

x x x x x x  
x x x x x  
x x x x x x

## COMPTE-RENDU DE LA REUNION NATIONALE DU 6 FEVRIER 1972

11 centres étaient présents :

P1G Cannes ; P1G Bellevue de Toulouse ; P1G Rambouillet ; P1F de Revel  
P1G Corbeil ; P1F Beauregard de Nancy ; CREPS de Reims ; CREPS de Nancy ;  
IREPS de Paris ; IREPS de Nancy ; ENSEPS .

L'analyse d'un premier trimestre d'activité a permis de dégager deux caractéristiques essentielles dont doit tenir compte notre action et qui donnent l'ampleur de nos responsabilités à l'heure actuelle.

- l'ampleur massive de l'entrée des étudiants en lutte : pendant plus d'un mois, des milliers d'étudiants à Paris d'abord, puis dans toute la France, luttent contre la sélection instaurée par Guichard (numérisation clausus) (voir Étudiants de France)

- un mécontentement très profond et qui touche tous les étudiants. De plus en plus, les étudiants voient leur situation s'aggraver : hausses dans tous les secteurs, contenu des études inadapté, atteinte aux libertés...

- le sérieux de leurs actions est dû à la volonté réelle de faire aboutir leurs revendications, d'améliorer leur situation. D'où un renforcement de l'UNEF, l'audience croissante de ses propositions.

Face à ce mécontentement, le pouvoir, principal responsable, se durcit. Il refuse de rencontrer l'UNEF, pour négocier sur la sélection en médecine, et sur tous les problèmes des étudiants. Comité accepte de recevoir, lui, l'ONEEPS-UNEF, mais ne fixe pas de date. Pour l'instant, Monsieur BRACK (académie de Paris) recevra nos doléances.

Ces caractéristiques, on les retrouve chez les étudiants en EPS, et elles confèrent à leur organisation des responsabilités importantes sur lesquelles nous raviendrons .

## LES SOURCES DU MECONTENTEMENT DES ETUDIANTS EN EPS

1) Il s'agit tout d'abord des conditions de vie et d'études ; cette préoccupation qui a été un des axes de l'activité revendicative des CA UNEF EPS au premier trimestre , l'est encore ce trimestre. Si des acquis appréciables sont à notre actif, ( déplacement au centre d'examen P1, compris dans le montant des bourses et non plus payé par les étudiants ; CA UNEF de Corbeil ; obtention des crédits nécessaires pour les stages de plein-air qui sont rétablis et entièrement pris en charge par l'établissement ; CA UNEF EPS de Nancy) aucune mesure n'a encore été prise quant à la revalorisation de nos bourses, compte-tenu des hausses intervenues au début de l'année ( 10 % d'augmentation des pensions en P1, + 400F pour les pensions dans les CREPS, hausses des loyers en cités, des tickets de R.U., des loyers etc en IREPS).

Pourtant à Dinard, sous l'action conjuguée des étudiants et des démarches des l'administration, les étudiants ont obtenu un échelon supplémentaire.

Partout il nous faut agir pour :

- l'augmentation du nombre et du taux des bourses
- l'établissement d'un nouveau calendrier de paiement des bourses (paiement des termes en début de trimestre).

Il s'agit là d'une préoccupation essentielle des étudiants. En effet, les difficultés financières nuisent au déroulement des études (à l'université, 50 % des étudiants sont salariés, 75 % le sont à un moment donné de leurs études), et atteignent en premier les étudiants aux possibilités financières limitées. La démocratisation de l'enseignement passera par les deux mesures énoncées, mais surtout par l'attribution à tous les étudiants qui en ont besoin d'une véritable allocation d'étude (lire le dossier dans Etudiants de France No 5, qu'il faut vendre à tous les étudiants sur cette question). A ce titre, les CA UNEF EPS se sont engagés dans la bataille pour l'allocation d'étude, que mène l'UNEF. Participer à l'activité de l'AGE de sa ville est indispensable pour avancer sur ces questions.

Un second facteur essentiel à l'amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants, est de faire jouer à la Mutuelle Nationale des Etudiants de France (MNEF = Sécurité Sociale Etudiante), son rôle d'aide réelle et pour cela, lui redonner une gestion saine et le défendre contre les attaques du pouvoir.

En effet à l'heure actuelle, le pouvoir implante dans toutes les villes de France, des mutuelles concurrentes et privées (la MNEF, conquête syndicale est gérée uniquement par les cotisants c'est-à-dire les seuls étudiants). Or la MNEF a, à l'heure actuelle une gestion scandaleuse, et ne peut répondre aux attaques du pouvoir qui supprime ses subventions, qu'en augmentant les tarifs des cotisations, et en revendant petit à petit ses services au privé (service Voyages Uni-Club).

La MNEF est menacée, il faut la sauver. Partout, l'UNEF présentera des listes aux élections de la MNEF. Partout, nous devons faire voter les étudiants pour les listes MNEF-Renouveau. (Vendre Etudiants de France No 5 sert à ce propos un moyen très efficace pour populariser ces élections, faire connaître la situation de la MNEF et les propositions de l'UNEF).

## 2) Un avenir compromis et sans cesse remis en question

Non seulement 2 candidats sur 3 vont à l'échec en P3, sans autre débouché après 4 ans d'études, non seulement le barrage à P1 transforme cet examen en véritable concours, de plus en plus sélectif, (+ de 60 % d'éliminés), mais c'est tout l'avenir qui est directement menacé, c'est à dire l'EPS à l'école, c'est à dire le professorat d'EP.

De telles menaces résultent certes du budget alloué à la Jeunesse et aux Sports (6/1000 du budget global) budget qui ne règle aucun des problèmes actuels, mais qui de plus, ne fera que les aggraver. Ce budget n'est lui-même que la manifestation d'une orientation du gouvernement qui vise à supprimer l'EPS à l'école, à adapter autant qu'il est possible sa politique aux besoins à courts termes, qui sont essentiellement la rentabilité des activités sportives et de plein-air, et des besoins de prestige.

Néanmoins, Comiti ne peut ignorer la résistance qu'oppose à ces mesures une partie de plus en plus large de la population. C'est ce qui la conduit à présenter chacune de ses réformes comme révolutionnaire, et à mener une intense propagande par tous les moyens (presse, télévision). Il s'agit là d'un facteur extrêmement important, limitant les possibilités de manoeuvre de Comiti.

Ne pas apercevoir l'importance des luttes menées à l'heure actuelle dans notre secteur, aboutirait, soit à conduire à une action suicide en dramatisant notre position, soit à une immobilité complète et à des solutions individuelles. Aujourd'hui, nous pouvons gagner, il nous faut dénoncer tous les jours, les mesures actuelles, il nous faut isoler Comiti complètement et le conduire à négocier.

Ce sont les caractéristiques fondamentales qui ont guidé les délégués dans leurs discussions et permis de prendre des décisions:

- AGIR PARTOUT - CONTRE LA SUPPRESSION DES CLASSES P1
- POUR QUE P1 RESTE UN EXAMEN
- POUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES POSTES A P3

La suppression à la rentrée prochaine de plusieurs classes préparatoires a soulevé diverses protestations. Ces fermetures interviennent dans le cadre du décret du 10 juin 69, qui a posé le principe selon lequel la préparation au CAPEPS est désormais assurée par les UER d'EPS.

La circulaire du 13 décembre 1971 (bureau EPS/3 CB/ML No71-275-B) prévoit la mise en service à la rentrée universitaire 1972 des UER de Grenoble, Lyon, Marseille, Poitiers, Rennes, Toulouse, et Caen.

"Dans ces conditions, le cycle de préparation au CAPEPS ~~px~~ en 4 années après le baccalauréat, sera institué dans les établissements ci-dessus désignés, ce qui signifie qu'ils accueilleront les étudiants de première année" (souligné par nous).

"Au surplus, le concours d'entrée à l'ENSEPS (ancien régime) n'étant plus organisé depuis 1970, les classes préparatoires à ce concours n'ont plus de raison d'être. Elles seront fermées au fur et à mesure de la construction des installations nécessaires au fonctionnement normal des UER" (souligné par nous).

Or parmi les UER qui fonctionnent en 72, il n'existe aucun centre nouveau. Tous sont des anciens IREPS auxquels on donne le nom d'UER.

Le premier principe, sur lequel doit s'engager notre action, est d'obtenir qu'aucune classe P1 ne soit fermée, si l'UER ne peut accueillir ces étudiants. Pas de limitation des capacités d'accueil des écoles de cadres dans chaque académie.

Ex : Nancy : l'UER ne peut pas être construite à l'heure actuelle. Les pourparlers sont en cours pour l'achat d'un terrain. Le Secrétariat régional de la J. et S. nous garantit (le 9 février 72) que P1 Metz et P1 Nancy ne seront pas fermées, avant que l'UER soit effectivement en mesure d'accueillir ces deux classes nouvelles.

FAIRE CONNAITRE AU BN LA SITUATION DE TOUTES LES CLASSES MENACÉES ET  
LES ACTIONS ENGAGÉES AFIN DE PRÉPARER NOTRE ENTREVUE AVEC LE SEJSL ER  
D'OBTENIR DES GARANTIES SUR CHAQUE CAS.

Dans le même temps, bien sûr, les CREPS seront fermés au fur et à mesure. Déjà à Nancy, il n'y aura qu'une demi-promotion recrutée en P2A (alors que le recrutement des maîtres, base BEPC, va s'accroître). Là encore, pas de fermeture de CREPS, sans augmentation dans la même proportion des capacités d'accueil de l'UER voisine.

Car, en définitive "compte-tenu du nombre des postes mis au concours (en 1972 = 950 pour 2250 étudiants), le secrétariat d'état se montre soucieux de limiter dès l'entrée dans les UER, le nombre des étudiants, et déclare ne

pas vouloir dépasser le nombre total de 6000 (20 UER de 300 étudiants chacune) pour les quatre années d'études" (LE MONDE 27 janvier 72).

C'est le facteur essentiel qui fait que "l'examen" P1 est en fait un véritable concours. Il n'y a de P1 reçus à l'examen de première année que si il y a des places en 2ème année. Il s'agit bien, en P1, d'une véritable sélection déjà, et le scandale est que cette sélection s'opère, non pas sur l'aptitude réelle du candidat, pas plus que par rapport aux besoins du pays, mais par rapport à un choix budgétaire.

CONTRE LA SELECTION : - MAINTIEN ET EXTENSION DES MOYENS ACTUELS DE FORMATION

- AUGMENTATION DU NOMBRE DES POSTES A P3

Élargir notre action :

Le Syndicat national des chefs d'établissement a pris position contre la suppression des classes préparatoires. Ces problèmes de débouchés fermés en EPS concernent les lycéens, les étudiants, les parents, etc... Nous devons rechercher les prises de positions, si possibles débouchant rapidement sur l'action, du maximum d'organisations représentatives, (y compris les clubs sportifs) sur ces questions.

8

REMARQUES SUR LE COMPORTEMENT TROUBLANT DES REPRESENTANTS DE CANNES

Les deux délégués de Cannes se sont déclarés mandatés par leur centre pour venir à cette AG. Leur représentativité n'a donc nullement été contestée. Cependant, ils ont déclaré être en possession de cartes autres que les cartes UNEF, dont le Bureau National est installé 11, rue du Caire, à Paris 2e. Leur propos se bornait à attaquer le camarade RENÉ du SNEP (Syndicat des professeurs d'EP), sur l'attitude de son syndicat.

Nous n'étions pas réunis pour porter un quelconque jugement sur l'action de ce syndicat, ni sur la personne de Marcel Barge, mais bien pour organiser l'action des étudiants en EPS pour défendre leurs intérêts, face à la politique du pouvoir, et à ce titre, faire agir les étudiants en EPS sur leurs revendications et chercher l'appui de toutes les organisations représentatives et concernées. D'accord sur ces principes, nous comprenons mal le départ de ces camarades, à la fin de la matinée (ils étaient attendus chez un professeur ??), alors qu'ils avaient participé positivement à la discussion du matin. D'autant qu'ils ne sont pas revenus l'après-midi. S'étaient-ils trompés de réunion ? Étaient-ils mandatés pour revenir sans propositions claires pour faire agir les étudiants ? Ceux-là mêmes qui ont liquidé l'ONEEPS-UNEF en dégoûtant les étudiants de toute action syndicale, sont-ils encore là pour diviser ?

## L'ACTION DES CENTRES PARISIENS

Le Collectif parisien des centres EPS sera convoqué, vendredi 18 Février, afin de décider :

1) de la forme de leur action, pour obtenir un centre d'examen P1 à Paris..Jusqu'à présent, les centres parisiens étaient répartis dans les centres de province. Or cette année, l'examen P3 se déroulera à Vichy, nous pouvons obtenir satisfaction sur ce point.

2) de la préparation de la manifestation du 26 février pour la défense de l'école et de la recherche. En accord sur le principe et les objectifs d'une telle manifestation, l'ONEEPS-UNEF appelle les étudiants en EPS à s'y joindre (15 H- Plateau Beaubourg-République), pour exprimer avec force et dans l'unité la plus large, leur volonté de voir le gouvernement accorder les moyens indispensables à l'enseignement et à la recherche, et à stopper sa politique de suppression du sport à l'école, en abrogeant la circulaire du 9 septembre, en créant le nombre de postes nécessaires à cet enseignement.

## REOUVERTURE DE L'ENSEPS

Le décret du 5 juin 1969 vient d'être cassé, le 21 janvier 1972  
Ce décret :

- supprimait les 2 ENSEPS
- limitait les possibilités de développement des UER EPS, leur interdisant pratiquement de créer un 3ème cycle appuyé sur les différents domaines de recherche nécessaire aux progrès dans le secteur des activités physiques et sportives
- créait, en utilisant le sigle ENSEPS, un établissement coupé de l'Université, ne permettant pas aux stagiaires qui en seraient issus, d'obtenir le statut d'enseignant-chercheur dans les UER EPS.

L'ONEEPS propose aux centres EPS de s'organiser et d'agir pour faire annuler toutes les mesures qui découlent d'un texte illégal :

- pour la non suppression des classes préparatoires
- pour la réouverture de l'ENSEP et le recrutement dès cette année de promotions P2A filles et garçons
- pour la transformation en UER de l'ENSEPS avec l'ouverture d'un 3ème cycle d'études et la conversion des anciens postes d'Ensepiens en postes d'IPES.

Au moment où des discussions interminables se déroulent sur un projet de cursus universitaire, où la formation des enseignants EPS est à l'ordre du jour, l'ONEEPS-UNEF demande à être associée, avec les autres syndicats concernés, notamment le SNES et le SNESup, aux discussions qui doivent s'ouvrir immédiatement avec le SEJSL et le Ministère de l'EN, sur l'ensemble des problèmes de la formation et du recrutement des enseignants d'EPS.

REUNION DU COMITE EXECUTIF  
- de l'UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS -

Varsovie - Pologne - du 26 au 29 janvier 1972

No : 12

Or : E

RESOLUTION SUR L'U. N. E. F.

Le Comité exécutif de l'U. I. E., réuni à Varsovie, en Pologne du  
26 au 29 janvier 1972.

Considérant

- 1) - La décision du 10<sup>ème</sup> Congrès de l'U. I. E. concernant la situation dans le mouvement étudiant français ;
- 2) - Les démarches entreprises par le secrétariat pour mettre en oeuvre cette décision ;
- 3) - La motion adoptée à l'unanimité par le COMITE EXECUTIF au sujet du comportement irresponsable de Messieurs J.C. Bosksenbaum et Nesterenko qui ont violé la procédure démocratique adoptée par le COMITE EXECUTIF dans ses délibérations ;
- 4) - Que le mouvement étudiant français a fait siens les principes sur lesquels l'U. I. E. a été fondée, comme cela s'est clairement reflété pendant la semaine d'action organisée à l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'U. I. E. conjointement par l'U. N. E. F. et d'autres organisations de France membres de l'U. I. E. ;

MANDATE le Secrétariat de l'U. I. E. pour :

- 5) - Poursuivre ses efforts en vue de contribuer à l'unité du mouvement étudiant français ;
- 6) - envoyer une délégation en France pour étudier le problème sur place et pour faire ses recommandations.

Présenté par : UNEA, KUSU, FEU Cuba -  
Approuvé à l'unanimité à la séance plénière.

REUNION DU COMITE EXECUTIF

- de l'UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS -

Varsovie. Pologne - du 26 au 29 janvier 1972

RESOLUTION

*Les délégations de Cuba, du Chili, de l'UNEA, de la KUSU, de la FDJ, du GUSIR, de la VDS et de la Bulgarie proposent à la séance plénière du Comité Exécutif de l'U. I. E. l'expulsion immédiate et définitive des deux éléments nommés J.C. Borksenbaum et Nesterenko, de nationalité française, en raison de leur conduite provocatrice, insolente et violente, devant l'Assemblée ici réunie, contre la présidence de la session et en particulier contre le délégué des étudiants de Jordanie qu'ils ont empêché de faire usage du droit de parole pendant de longs moments ; interrompant le déroulement normal de la séance plénière et violant non seulement les principes de démocratie adoptés ici à l'unanimité, mais aussi les principes élémentaires de conduite entre les hommes.*

*Approuvé à l'unanimité à la séance plénière*

*du Comité Exécutif de l'U. I. E.*

*Varsovie, le 26 janvier 1972.*